



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Serv action	Serv info	OS	E	NE
N°		Dossier / Note :		
DDPP 49	- 7 OCT. 2024		Dom. ass.	
CS	Action :	Infos :		

**Secrétariat général
Direction de l'interministérialité
et du développement durable**

Arrêté DIDD - 2024 - n° 242 du 30 SEP 2024
autorisant M. BARBOT Stéphane à exploiter un élevage de volailles
sur le territoire de la commune de VAL D'ERDRE-AUXENCE

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

VU le Code de l'Environnement dans sa partie législative, titre VIII livre I et titre 1^{er} du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la décision d'exécution UE 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (M.T.D.) au titre de la Directive 2010/75 UE du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de la fertilisation azotée pour la région Pays de Loire ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1996 modifié autorisant Mme la gérante du GAEC DE LA FRÉGATE à exploiter au lieu-dit "La Frégate" - 49370 LE LOUROUX BECONNAIS, un élevage de volailles d'une capacité totale de 54 000 animaux-équivalents ;

VU le "donné acte" délivré à l'EARL DE LA FRÉGATE en date du 14 avril 2020 validant le dossier de réexamen déposé en application de la directive 2010/75/UE susvisé ;

VU la demande formulée le 24 mars 2024, complétée par celle du 11 juillet 2024 par l'EARL DE LA FRÉGATE, dont le siège social est au lieu-dit "La Frégate" - LE LOUROUX BECONNAIS - 49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE, afin d'être autorisée à la poursuite de l'activité d'élevage de volailles d'une capacité totale de 50 400 animaux, situé à la même adresse ;

VU la demande du 11 juillet 2024 par M. BARBOT Stéphane, demeurant à La Joubarderie - LA POUZE - 49220 ERDRE EN ANJOU, afin de poursuivre l'activité avicole, initialement exploitée par l'EARL DE LA FRÉGATE - La Frégate - LE LOUROUX BÉCONNAIS - 49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE ;

VU la demande du 11 juillet 2024 par M. BARBOT Stéphane, modifiant le mode de valorisation du fumier des volailles ;

VU les plans annexés au dossier ;

VU le rapport du 8 août 2024 de l'inspecteur de l'environnement de la Direction départementale de la protection des populations de Maine-et-Loire ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant, sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires transmis par courrier du 17 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'application du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne demande l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore lors de l'actualisation de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que le niveau d'excrétion des animaux est supérieur à celui des exportations des cultures, impliquant de fait qu'une partie des fumiers soit évacuée ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des rendements moyens calculés sur les 5 dernières années permet un dimensionnement concret du plan d'épandage ;

CONSIDÉRANT que l'aptitude des sols à l'épandage a été déterminée à l'aide d'une étude agropédologique pour exclure les sols inaptes ;

CONSIDÉRANT que M. BARBOT Stéphane a demandé le transfert de l'activité avicole à son nom ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

A R R Ê T E

Art. 1^{er} – Monsieur BARBOT Stéphane, demeurant à La Joubarderie - LA POUZE - 49220 ERDRE EN ANJOU, est autorisé à exploiter un élevage de volailles situé à La Frégate - LE LOUROUX BÉCONNAIS - 49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE.

Art. 2 - Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Nature de l'activité	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Classement (A, E, DC, D, NC)
Élevage intensif de volailles (plus de 40 000 emplacements)	3660.a	A

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale de l'installation est la rubrique n° 3660, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles de la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 susvisée, associées au document de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF) relatif aux élevages intensifs de volailles ou de porcs.

L'exploitant s'engage à mettre en œuvre et à appliquer les meilleures techniques disponibles pour son élevage au titre la directive 2010/75/UE susvisée, tel que prévu dans le dossier de réexamen déposé par l'EARL DE LA FRÉGATE et validé par la Préfecture le 14 avril 2020.

L'installation respecte les niveaux d'émission, et l'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatif aux élevages intensifs de volailles ou de porcs.

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, l'exploitant se conforme aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation (Annexe I).

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la Préfecture avant leur réalisation.

2° Biodiversité

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

3° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 50 400 emplacements (poulets et/ou dindes).

La production sera composée de 50 400 poulets ou de 18 000 dindes ou de 9 000 dindes et 25 200 poulets représentant 54 000 animaux-équivalents pour une capacité maximale de 50 400 emplacements de volailles.

4° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé ; tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la Préfecture, avant sa réalisation.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

5° Réseaux de collecte

La consommation d'eau lors du nettoyage des locaux est optimisée par l'utilisation de nettoyeur haute pression.

Le lavage du poulailler et du matériel s'effectue sur litière et les eaux résiduelles sont absorbées par celle-ci. Aucun rejet d'eaux souillées n'est présent dans le milieu naturel et en cas de nécessité, un matériau absorbant supplémentaire est apporté.

6° Collecte et stockage des effluents

Le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptible d'écoulement peut être effectué, dans les conditions prévues à l'arrêté modifié du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Le stockage n'est pas réalisé sur des sols où l'épandage est interdit et il est distant d'au moins 100 mètres de toutes habitations tiers et de 35 mètres des berges des cours d'eau. La durée de stockage ne dépasse pas neuf mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

7° Prélèvements et consommation d'eau

L'alimentation en eau s'effectue à partir du réseau public.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

La consommation d'eau des animaux doit être maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation soit reconnu performant.

8° Eaux pluviales

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

9° Émissions dans l'air

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

Gestion des odeurs :

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

10° Épandage

Le fumier des volailles est partiellement valorisé par épandage chez un exploitant tiers et exporté vers une unité de traitement autorisée.

Au moment du curage, l'effluent est directement chargé en camion ou en caisson et/ou transféré chez le repreneur. En l'absence de disponibilité de mode de transport, le fumier est maintenu dans les poulaillers.

La mise en place des volailles est conditionnée à la présence d'un contrat d'exportation valide vers l'unité de traitement.

Aucun stockage préalable en dehors des poulaillers n'est autorisé.

Le fumier destiné à l'épandage est soit directement utilisé, soit stocké sur un ouvrage étanche, soit stocké sur la future parcelle d'épandage dans le respect du programme national nitrates (durée, couverture, emplacement, volume, etc.).

Le lavage du matériel et du bâtiment s'effectue avant enlèvement de la litière et les eaux résiduelles sont absorbées par le fumier puis évacués avec celui-ci.

Les effluents d'élevage bruts sont épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.

Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.

La dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :

- la stagnation prolongée sur les sols ;
- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;
- une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Tous les animaux reçoivent une alimentation de type multiphase, garantissant des apports en protéines limités aux besoins physiologiques de chaque catégorie d'animaux. L'alimentation est complétée en phytase.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12500 et 1/5000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 3-11 ;
- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour

chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;

- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies.

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

La mise à jour du plan d'épandage est indispensable.

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux. Le dimensionnement du plan d'épandage permet l'équilibre de la fertilisation phosphorée.

L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté (annexe II).

Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la Préfecture de Maine-et-Loire - Bureau des Procédures Environnementales et Foncières.

11° Règles d'épandage

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à 35 mètres dans le cas des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :

- sur sol non cultivé ;
- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé ;
- sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;
- sur les sols enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- par aéro-aspiration.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités	DISTANCE MINIMALE d'épandage	CAS PARTICULIERS
Fumier de volailles.	50 mètres	

L'épandage des fumiers est réalisé avec un matériel adapté permettant une répartition homogène.

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement dans les quatre heures.

12° Enregistrement des épandages

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis par la réglementation.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage regroupe les informations relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- Le bilan global de fertilisation ;
- L'identification des parcelles (îlots) réceptrices épandues ;
- Les superficies effectivement épandues ;
- Les dates d'épandage ;
- La nature des cultures ;
- Les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

En outre, chaque fois que les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fertilisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le fumier exporté vers l'unité de traitement fait l'objet d'une traçabilité écrite justifiant le volume et/ou tonnage, la date du transfert, le lieu de destination, la quantité d'azote et de phosphore estimée et le n° du lot de volailles concerné.

13° Prévention des accidents et pollutions

I.- L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

II.- L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 15, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 14 et 15, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 14, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 5, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

13-1° Consignes

Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les consignes précisent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 15 ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 15 ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 17 ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

13-2° Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 14 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :

- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;
- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;
- les moyens et consignes d'alerte.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R.4512-6 et suivants du Code du travail lorsque ce plan est exigé.

13-3 ° Accès aux installations

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné ci-dessus:

14° Sécurité incendie

La défense contre l'incendie est assurée par une piscine privée et par une poche dédiée totalisant 120 m³ située à moins de 200 mètres, conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.) de Maine et Loire et à la note technique du 17 janvier 2019 relative à la défense extérieure des installations d'élevage soumises aux ICPE. L'implantation de cette réserve est soumise pour avis aux services Incendie et Secours.

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : "Ne pas se servir sur flamme gaz" ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif "dioxyde de carbone" de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

15° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

16° Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

17° Formation du personnel

Le personnel intervenant sur l'exploitation est familiarisé avec le système de production et reçoit une formation afin d'avoir une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement. Le personnel a pris connaissance de la conduite à tenir en cas d'incident ou accident sur l'installation, et met en œuvre les moyens d'intervention.

18° Déchets et sous-produits animaux

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'Environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code Rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

19° Bruit

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

20° Dysfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

21° Déclaration d'émissions polluantes (concerne les élevages à partir de 40 000 emplacements)

L'exploitant réalise chaque année une déclaration des émissions polluantes conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié. Cette déclaration concerne les domaines de l'air, de l'eau (prélèvements en eau et rejets) et les déchets (production et traitement).

22° Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées, les terrains concernés par la cessation d'activité, et précise le calendrier associé à la mise en sécurité du site.

Tel que défini à l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement, l'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- Des interdictions ou limitations d'accès ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Conformément au dernier alinéa de l'article L.512-7-6, l'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité, ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

L'attestation de mise en sécurité est transmise à l'inspection des installations classées.

Art. 4 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté d'autorisation D3-2001-n° 539 du 17 juillet 2001 et de l'arrêté D3-96- n° 1172 du 6 décembre 1996.

Art. 6 - Modalité d'exécution et voies de recours

Article 6.1 - Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6.2 – Mesures de publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Val-d'Erdre-Auxence et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6.3 – Modalités d'exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la sous-préfète de Segré-en-Anjou-Bleu, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le Directeur départemental de la protection des populations (DDPP) et le maire de la commune de Val-d'Erdre-Auxence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à Monsieur BARBOT Stéphane.

Fait à Angers, le **30 SEP. 2024**

Pour le préfet et par délégalation,
le secrétaire général de la préfecture,



Emmanuel LE ROY

33

Stabulation vaches allaitantes
60 places sur litière accumulée ip
1058 m² construit en 2009
équipé de panneaux solaires photov

batiment ber

V2 Poulailler existant (1997)
équipé de panneaux solaires photovoltaïques

Plate forme bétonnée

888

Naturel

890

V1 Poulailler existant (1992)
équipé de panneaux solaires photovoltaïques

Plate forme bétonnée

Silos 2 x 13 t
(2 x 21 m²)

Silos 3 t
(bovins)

Plate forme bétonnée

893

Stabulation
vaches
allaitantes
entravées

Aire bétonnée

893

Fumière
couverte
existante

7 cases
taurillons

Génisses
4 cases

sur aire
pallée
intégrale

Hangar
de
stockage
paille

batiment ber

Local onduleur

Plate forme bétonnée

Silos 2 x 13 t
(2 x 21 m²)

Citerne gaz privé
1T

Citerne fuel 15
double paroi

Atelier

Vu Pour être annexé
à l'AP DDD 2024 N° 242

en date du 30 SEP. 2024
ANGERS, le 30 SEP. 2024

Pour le préfet et président
l'adjoint administratif

891

1015

Namé - Jean GEORGEZAK

Dépendant

Puits base béton + couvercle

ANNEXE I

en date du 30 SEP. 2024

CAEC MENARD Alexandre & Dominique - La Thébaudaie - Vern d'Anjou - 49220 ERDRE EN ANJOU

LISTE PARCELLAIRE

N° lot	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épanchéable 15 m des tiers	Motif non épanchéable	Surface apte à l'épandage (sous condition) 15 m des tiers	Surface épanchéable 15 m des tiers	Surface non épanchéable 50 m des tiers	Motif non épanchéable	Surface apte à l'épandage (sous condition) 50 m des tiers	Surface épanchéable 50 m des tiers	Surface non épanchéable 100 m des tiers	Motif non épanchéable	Surface apte à l'épandage (sous condition) 100 m des tiers	Surface épanchéable 100 m des tiers	Occupation des sols	Surf. non épanchéable 15 m des tiers	Surf. non épanchéable 50 m des tiers	Surf. non épanchéable 100 m des tiers	Aptitude à l'épandage	N° de carte
1	1	ERDRE-EN-ANJOU	1,11	0,18	HAB; HYDS;	0,93	0,93	0,51	HAB; HYDS	0,60	0,60	1,03	HAB HYDS	0,08	0,08	Pâturable	0,18	0,51	1,03	Sous condition	11
3	1	ERDRE-EN-ANJOU	0,12	0,02	HYDS;	0,10	0,10	0,02	HYDS	0,10	0,10	0,02	HYDS	0,10	0,10	Pâturable	0,02	0,02	0,02	Sous condition	6
3	2	ERDRE-EN-ANJOU	2,81	-	-	2,81	2,81	0,04	HAB;	2,78	2,77	0,40	HAB	2,40	2,41	Pâturable	-	0,04	0,40	Sous condition	6
3	3	ERDRE-EN-ANJOU	4,62	-	-	4,62	4,62	-	-	4,62	4,62	-	-	4,62	4,62	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
3	4	ERDRE-EN-ANJOU	1,96	0,70	HYDS;	1,26	1,26	0,70	HYDS	1,26	1,26	0,70	HYDS	1,26	1,26	Pâturable	0,70	0,70	0,70	Sous condition	6
3	5	ERDRE-EN-ANJOU	0,06	0,06	BE; HYDS;	-	0,00	0,06	BE HYDS	-	0,00	0,06	BE HYDS	-	-	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
3	6	ERDRE-EN-ANJOU	10,09	0,28	HYDS;	9,83	9,83	0,27	HAB; HYDS	9,82	9,82	0,77	HAB HYDS	9,32	9,32	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
3	7	ERDRE-EN-ANJOU	8,17	1,02	BE; HYDL; HYDS;	7,16	7,15	1,02	BE HYDL HYDS	7,16	7,15	1,02	BE HYDL HYDS	7,16	7,15	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
3	8	ERDRE-EN-ANJOU	7,03	0,23	BE; HYDS;	6,80	6,80	0,23	HAB; BE HYDS	6,80	6,80	0,37	HAB BE HYDS	6,66	6,66	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
3	9	ERDRE-EN-ANJOU	0,45	0,42	BE; HYDS;	0,03	0,03	0,42	BE HYDS	0,03	0,03	0,42	BE HYDS	0,03	0,03	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
3	10	ERDRE-EN-ANJOU	0,25	0,25	BE; HYDL; HYDS;	-	0,00	0,25	BE HYDL HYDS	-	0,00	0,25	BE HYDL HYDS	-	-	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
4	1	ERDRE-EN-ANJOU	12,31	-	-	12,31	12,31	-	-	12,31	12,31	-	-	12,31	12,31	Pâturable	-	-	-	Sous condition	6
5	1	ERDRE-EN-ANJOU	4,33	0,16	HAB; HYDS;	4,17	4,17	1,24	HAB; HYDS	3,09	3,09	3,28	HAB HYDS	1,05	1,05	Labourable	-	-	-	Sous condition	6
5	2	ERDRE-EN-ANJOU	3,74	0,72	HAB; BE; HYDS;	3,02	3,02	0,99	HAB; BE HYDS	2,75	2,75	1,06	HAB BE HYDS	2,68	2,68	Pâturable	0,72	0,99	1,06	Sous condition	7
5	3	ERDRE-EN-ANJOU	4,45	0,86	BE; HYDL; HYDS;	3,58	3,59	1,34	HAB; BE HYDL HYDS	3,11	3,11	2,43	HAB BE HYDL HYDS	2,02	2,02	Labourable	-	-	-	Sous condition	7
5	4	ERDRE-EN-ANJOU	0,19	0,19	BE; HYDS;	-	0,00	0,19	HAB; BE HYDS	-	0,00	0,19	HAB BE HYDS	-	-	Labourable	-	-	-	Sous condition	7
6	1	ERDRE-EN-ANJOU	4,08	-	-	-	4,08	-	-	-	4,08	-	-	-	4,08	Labourable	-	-	-	Sous condition	7
7	1	ERDRE-EN-ANJOU	7,76	-	-	7,76	7,76	-	-	7,76	7,76	-	-	7,76	7,76	Pâturable	-	-	-	Sous condition	6
8	1	ERDRE-EN-ANJOU	9,87	0,07	HYDS;	9,80	9,80	0,07	HYDS	9,80	9,80	0,07	HYDS	9,80	9,80	Pâturable	0,07	0,07	0,07	Sous condition	6
9	1	ERDRE-EN-ANJOU	10,34	1,03	BE; HYDS;	9,31	9,31	1,03	BE HYDS	9,31	9,31	1,38	HAB BE HYDS	8,96	8,96	Pâturable	1,03	1,03	1,38	Sous condition	6
101	1	ERDRE-EN-ANJOU	0,19	-	HYDS;	0,19	0,19	-	HYDS	0,19	0,19	-	HYDS	0,19	0,19	Labourable	-	-	-	Sous condition	8
101	2	ERDRE-EN-ANJOU	0,47	0,47	BE; HYDL; HYDS;	-	0,00	0,47	BE HYDL HYDS	-	0,00	0,47	BE HYDL HYDS	-	-	Labourable	-	-	-	Sous condition	8
101	3	ERDRE-EN-ANJOU	12,77	1,01	BE; HYDL; HYDS;	11,76	11,76	1,01	HAB; BE HYDL HYDS	11,76	11,76	1,37	HAB BE HYDL HYDS	11,40	11,40	Labourable	-	-	-	Sous condition	8
101	4	ERDRE-EN-ANJOU	10,81	2,57	BE; HYDL; HYDS;	8,24	8,24	2,68	HAB; BE HYDL HYDS	8,13	8,13	3,13	HAB BE HYDL HYDS	7,68	7,68	Labourable	-	-	-	Sous condition	8
101	5	ERDRE-EN-ANJOU	12,07	-	-	12,07	12,07	-	-	12,07	12,07	-	-	12,07	12,07	Labourable	-	-	-	Sous condition	8
102	1	ERDRE-EN-ANJOU	6,47	-	-	6,47	6,47	-	-	6,47	6,47	-	-	6,47	6,47	Labourable	-	-	-	Sous condition	8
301	1	ERDRE-EN-ANJOU	0,95	-	-	0,95	0,95	-	-	0,95	0,95	0,27	HAB	0,68	0,68	Labourable	-	-	-	Sous condition	10
302	1	ERDRE-EN-ANJOU	2,42	-	-	2,42	2,42	0,27	HAB;	2,16	2,15	1,39	HAB	1,03	1,03	Labourable	-	-	-	Sous condition	10
303	1	ERDRE-EN-ANJOU	4,29	0,02	HAB;	4,27	4,27	0,35	HAB;	3,94	3,94	0,99	HAB	3,30	3,30	Labourable	-	-	-	Sous condition	10
401	1	ERDRE-EN-ANJOU	2,29	-	-	2,29	2,29	-	-	2,29	2,29	-	-	2,29	2,29	Labourable	-	-	-	Sous condition	10
402	1	ERDRE-EN-ANJOU	1,32	0,13	HYDS;	1,19	1,19	0,13	HYDS	1,19	1,19	0,13	HYDS	1,19	1,19	Pâturable	0,13	0,13	0,13	Sous condition	10
602	1	ERDRE-EN-ANJOU	12,52	-	-	12,52	12,52	-	-	12,52	12,52	-	-	12,52	12,52	Labourable	-	-	-	Sous condition	9
602	2	ERDRE-EN-ANJOU	0,24	0,21	BE; HYDL;	0,04	0,03	0,21	BE HYDL	0,04	0,03	0,21	BE HYDL	0,04	0,03	Labourable	-	-	-	Sous condition	9
602	3	ERDRE-EN-ANJOU	2,54	0,09	HYDL;	2,45	2,45	0,09	HYDL	2,45	2,45	0,09	HYDL	2,45	2,45	Labourable	-	-	-	Sous condition	9
602	4	ERDRE-EN-ANJOU	0,16	0,08	BE; HYDL;	0,08	0,08	0,08	BE HYDL	0,08	0,08	0,08	BE HYDL	0,08	0,08	Pâturable	0,08	0,08	0,08	Sous condition	9
603	1	ERDRE-EN-ANJOU	0,71	0,70	BE; HYDL;	0,01	0,01	0,70	BE HYDL	0,01	0,01	0,70	HAB BE HYDL	0,01	0,01	Labourable	-	-	-	Sous condition	9
603	2	ERDRE-EN-ANJOU	5,21	0,07	HAB; BE; HYDL;	5,14	5,14	0,35	HAB; BE HYDL	4,86	4,86	1,21	HAB BE HYDL	4,01	4,00	Labourable	-	-	-	Sous condition	9
604	1	ERDRE-EN-ANJOU	0,07	0,07	BE;	-	0,00	0,07	BE	-	0,00	0,07	BE	-	-	Labourable	-	-	-	Sous condition	9
604	2	ERDRE-EN-ANJOU	1,14	0,01	BE;	1,13	1,13	0,01	BE	1,13	1,13	0,01	HAB BE	1,13	1,13	Labourable	-	-	-	Sous condition	9
604	3	ERDRE-EN-ANJOU	0,44	0,14	BE;	0,30	0,30	0,14	BE	0,30	0,30	0,14	BE	0,30	0,30	Pâturable	0,14	0,14	0,14	Sous condition	9
TOTAL			170,82	11,74	-	159,08	14,94	-	-	155,88	24,29	-	-	146,53	3,07	-	3,71	5,99	-	-	

Surface totale	170,82
Hors SAU	0,00
SAU	170,82
Surf. épanchéable 15 m des tiers	159,08
Surf. épanchéable 50 m des tiers	155,88
Surf. épanchéable 100 m des tiers	146,53

HAB	15, 50 ou 100 m
BE	10 m
HYDS	10 m
TEC	35 m
Inapte	Sol Inapte à l'épandage